

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 37200C du rôle
Inscrit le 25 novembre 2015

Audience publique du 1^{er} mars 2016

**Appel formé par
Monsieur,
contre un jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2015
(n° 34868 du rôle) ayant statué sur son recours
contre une décision du ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative
en matière de contestation concernant la qualité d'employé de l'Etat**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 37200C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 25 novembre 2015 par Maître Jean LUTGEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, demeurant à L-... .., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 14 octobre 2015 (n° 34868 du rôle) ayant déclaré non fondé son recours en réformation d'une décision du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative du 11 avril 2014 lui refusant la qualité d'employé de l'Etat tout en disant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur son recours subsidiaire en annulation, en rejetant sa demande en obtention de l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel, ainsi que sa demande en obtention d'une indemnité de procédure, et en le condamnant aux frais de l'instance ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 15 décembre 2015 par Monsieur le délégué du gouvernement Marc MATHEKOWITSCH ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 15 janvier 2016 par Maître Jean LUTGEN au nom de Monsieur ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 4 février 2016 par Monsieur le délégué du gouvernement Marc MATHEKOWITSCH ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean LUTGEN et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 18 février 2016.

En date du 22 février 2002, la société anonyme ... S.A. signa un « *contrat de prestations de services informatiques* » avec l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg représenté par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ci-après « *le ministre* », pour la durée du 1^{er} janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2002.

Le 15 janvier 2003, les mêmes parties signèrent un nouveau contrat pour la durée du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003 et en date du 9 mars 2005 pour la durée du 1^{er} janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2005.

Par une convention intitulée « *cession de contrat de prestations de services informatiques* » du 17 mai 2005, la société ... S.A. transféra à la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ci-après dénommée « *la société* ... », le contrat précité conclu avec l'Etat luxembourgeois en date du 9 mars 2005, ce transfert ayant pris effet à partir du 1^{er} juin 2005.

En date du 23 février 2006, la société ... conclut un contrat de prestations de services informatiques avec l'Etat luxembourgeois pour la durée du 1^{er} janvier 2006 jusqu'au 30 juin 2006.

Suite à un appel d'offres, le Service eLuxembourg informa la société ... en date du 21 juin 2007 que son offre du 7 juin 2007 fut retenue et que le marché pour des services complémentaires à prêter dans le cadre de l'assistance à la réalisation du projet GED Pilot Sidoc fut conclu pour un montant supplémentaire de ... euros par rapport au marché initial.

Par courrier du 20 août 2007, la société ... transmet une offre au même service dans le cadre de la mise en place de solutions de capture et de suivi électroniques du courrier entrant et sortant auprès des administrations, offre qui fut retenue.

Par courrier du 7 août 2010, la société ... envoya son offre concernant les services complémentaires dans le cadre du contrat « *assistance dans le cadre des projets ECM du Gouvernement luxembourgeois* » qui fut également retenue.

Par courrier du 1^{er} août 2011, la société ... transmet une nouvelle offre relative aux services d'assistance dans le cadre des projets ECM du Gouvernement qui fut approuvée.

Par courrier du 7 décembre 2011, la société ..., représentée par Monsieur ... fut informée par le ministre délégué à la Fonction publique et à la Réforme administrative qu'elle fut déclarée adjudicataire pour le marché relatif à « *l'assistance à l'administration métier centrale dans le cadre du déploiement de la solution GED SIDOC basée sur D au sein du CTIE* ».

Par courrier du 17 décembre 2013, le litismandataire de Monsieur ... adressa un courrier au ministre dans lequel il sollicita la requalification du statut de son mandant en relation de travail le liant à l'Etat consistant dans « *(au minimum) le statut de l'employé de l'ETAT sur base de la loi modifiée du 27 janvier 1972 (...) avec effet rétroactif jusqu'au 1.03.2002 et de lui accorder tous les droits et avantages qui en découlent (...)* ».

Par courrier du 11 avril 2014, le ministre répondit dans les termes suivants :

« *Maitre,*

En réponse à votre courrier du 17 décembre 2013, j'ai l'honneur de vous faire part des observations suivantes relatives à l'objet sous rubrique.

Tout d'abord, il y a lieu de remarquer qu'aucun contrat n'a été conclu entre l'Etat et Monsieur ... en son nom personnel. L'Etat a uniquement conclu différents contrats avec les sociétés ... S.A. et ... Sàrl, au sein desquelles votre mandant exerçait diverses fonctions.. C'est dans le cadre de ces contrats que Monsieur ... a été amené à effectuer, pour le compte de ces entreprises, différentes prestations commandées par l'Etat.

Il échet de préciser qu'en parallèle, Monsieur ..., d'une part, s'occupait du développement commercial de la société ... dont il est l'associé-gérant et, d'autre part, gérait pour le compte du groupe ..., au sein duquel il exerçait différentes fonctions, toute une série de projets commandés par diverses institutions communautaires, tel que cela résulte d'un des curriculum vitae fourni par lui.

Monsieur ... n'était dès lors lié contractuellement qu'à l'égard de ces sociétés et non envers l'Etat luxembourgeois. Par ailleurs, les susdites sociétés n'étaient pas, depuis 2002, liées contractuellement de manière continue à l'Etat, sachant que les différents contrats ne se suivaient pas dans le temps et qu'il y avait des périodes plus ou moins longues non couvertes par un quelconque contrat.

L'Etat a eu recours à ces différents marchés publics pour diverses missions précises et non durables, ne faisant pas partie de l'activité normale et permanente des administrations concernées. Comme vous le soulignez vous-même, le type et la nature des missions ont changé au fil du temps, ce qui est le propre de missions liées à des projets (informatiques) avec une « timeline » prédéfinie.

Les prestations ont ainsi été exécutées dans le cadre de marchés publics et non pas sur base d'une relation de travail.

Ensuite, j'estime qu'aucun lien de subordination n'a existé entre votre mandant et l'Etat.

Cela a été confirmé à plusieurs reprises par Monsieur ... qui, dans différents courriers électroniques, insistait et soulignait son indépendance et l'absence d'un quelconque lien de subordination envers l'Etat et ses représentants. Les passages suivants, tirés d'un courrier électronique du 30 août 2012 échangé entre Monsieur ... et le responsable du projet GED (M. ...), ne laissent pas de doute à ce sujet :

« ...,

« ech wier frou wanns de an Zukunft bei sou eppes einfach op mech verweis. »

Du verstees secherlech datt daat fir mech eng problematesch Situatioun ass.

Vum Organigramme hir (oder zumindest daat, waat ech dofunenr fir d'Lescht gesin hun), schaffen mir jo niewenteneen woubei's du als Fonctionnaire d'Responsabilitéit iwert meng Arbecht iwerhells.

Demno bass du sou gesin nett mein « Supérieur hiérarchique » an ech kann mech also och nett hannert Dir verstoppen.

Am Organigramm (oder zumindest daat, waat ech dofunner fir d'Lescht gesin hun), bass Du de Programm-Chef fir SIDOC Projet'en an ech sin responsable fir d'Produktentwecklung an d'Admin métier centrale. Sharepoint Froën geheiren fir mech zum Volet system design.

Ech gesin also nett, firwaat ech « de Mond verbuede kreien ».

Daat ass emmsou mei problematesch, well ech et sin, deen an den Aan vun der Direktioun responsabel sin fir d'Funktionaliteiten am Produkt.

Du errennerst dech secherlech, datt d'... verziele gaangen ass, et keinnt een keen Accès Recht ob Templaten setzen - obwuel ech nie esou eppes gesoot haat.

Doroppshin huet den ... an enger Reunioun mam ... gefroot, ob den ... nett keinnt meng Arbecht iwerhuelen, welle ech geing nett genuch ob d'Besoi'en vun den Utilisateuren agoen.

Du verstees jo awer hoffentlech datt ech, an esou engem Ëmmfeld, mech nett als externe Consultant kann behuelen ewei en klengen Subordonnée deen ob sein Chef verweist. »

Par ailleurs, en date du 26 août 2012, Monsieur ... a posé sa candidature pour un poste d'employé de l'Etat, reconnaissant incontestablement ainsi ne pas être personnellement dans une relation de travail avec l'Etat.

Quant aux différents éléments sur lesquels vous vous basez pour conclure à l'existence d'un prétendu contrat de travail, je voudrais vous donner les précisions suivantes.

Le lieu de travail n'était pas prescrit dans un souci de subordination, mais s'imposait par la nature même des différents marchés publics. En effet, il est évident que le travail de consultance et d'assistance ne peut se faire à distance, mais demande une présence physique auprès de l'assisté ou du consulté.

La présence obligatoire et l'horaire de prestation de service imposé n'étaient pas requis pour des raisons de subordination, mais encore une fois, s'imposaient par la nature de la mission. La consultance et l'assistance ne pouvant se faire qu'en présence des assistés et des consultés, une plage de présence a été fixée. Par contre, Monsieur ... était maître de l'organisation de sa prestation de service (priorités, ordre, organisation) durant ces heures et de son horaire de présence en dehors de ces périodes.

Une obligation de pointage n'a nullement été imposée à votre mandant. Le système de pointage a été arrêté conventionnellement entre parties afin de permettre à Monsieur ... de justifier de ses heures effectivement prestées et à l'Etat de contrôler les différentes factures émises par les sociétés liées contractuellement à l'Etat. Les pointages ont permis par ailleurs une meilleure flexibilité et une adaptation des horaires dans le cadre d'une marge prédéfinie.

Un badge d'accès a été mis à disposition de Monsieur ... afin de lui permettre d'accéder de manière libre aux locaux de l'Etat, dont l'accès est restreint par des contrôles de

sécurité. Toute personne doit « badger » pour pouvoir entrer dans les bâtiments. La mise à disposition d'un badge d'accès s'est ainsi inscrite dans le cadre de l'organisation libre de sa prestation de service.

Le port visible d'un badge d'identification est imposé à toute personne externe qui ne fait pas partie du personnel interne (ce qui était le cas de Monsieur ...).

A aucun moment, un contrôle des présences de Monsieur ... n'a eu lieu.

En l'absence d'un contrat de travail entre l'Etat et Monsieur ..., ce dernier n'avait aucun droit à du congé de récréation de la part de l'Etat à faire valoir et se limitait à signaler ses jours d'absences à l'administration.

Le fait que Monsieur ... recevait des ordres et directives de la part de l'Etat est formellement contesté.

Etant donné que les notes de service internes portaient sur des mesures de sécurité et d'hygiène, elles étaient destinées à toutes les personnes qui fréquentaient les différents locaux.

Quant aux frais de route, l'Etat a pris en charge les frais de route qui ont été mis en compte par les sociétés adjudicataires, conformément aux stipulations contractuelles.

Monsieur ... n'a jamais personnellement facturé de quelconques frais de route à l'Etat.

En ce qui concerne le matériel de travail fourni, l'Etat, conformément aux stipulations des conditions générales des différents marchés publics, met à disposition des prestataires « les stations de travail nécessaires à l'exécution des travaux ». De surcroît, pour des raisons de sécurité, nul n'est autorisé à brancher des supports informatiques personnels sur le réseau de l'Etat.

En ce qui concerne la signature des courriers électroniques, aucune consigne ni instruction n'ont été données aux différents prestataires qui étaient libres d'en définir la teneur.

D'ailleurs, Monsieur ... avait pour habitude de préciser dans ses courriers électroniques le nom de la société pour laquelle il travaillait, à savoir la société ... Sàrl, afin de se différencier du personnel de l'Etat et de montrer ainsi son indépendance.

Le numéro de téléphone attribué au représentant de la société ... faisait partie du matériel de travail prévu dans le cadre des marchés publics, au même titre que la station de travail. La programmation du central téléphonique est telle qu'un nom doit être associé à chaque numéro attribué.

Quant à l'invitation « pour la présentation de la nouvelle direction du Centre des technologies de l'information de l'Etat », il faut souligner que la nouvelle direction tenait à se présenter non seulement au personnel interne, mais également à tous les intervenants sur des projets du CTIE venant de l'extérieur, alors qu'il est d'usage, dans le cadre de l'exécution de marchés publics, qu'en cas de changement de direction au sein d'une administration, cette dernière se présente à ses cocontractants.

Dans le cadre du déroulement des missions, le représentant des différentes sociétés adjudicataires fut bien évidemment amené à assister à différentes réunions afin de se concerter avec le personnel interne et d'autres intervenants externes. Dans quelques cas, le prestataire a animé des réunions (notamment d'assistance) en rapport avec son champ d'expertise.

Le prestataire externe devait disposer d'une clé (et du code) pour pouvoir organiser librement son travail, y compris le dimanche. Le terme de « responsable de la clé » ne fut utilisé que dans le seul but de souligner les obligations inhérentes à la possession d'une clé (ne pas la transmettre à une tierce personne, la conserver en lieu sûr, etc.).

Il est contesté que le représentant des différentes sociétés adjudicataires ait été mandaté pour remplacer un quelconque fonctionnaire de l'Etat.

En ce qui concerne le document intitulé « Besoin en personnel pour 2009 », indiqué dans votre courrier, et à défaut d'autres précisions, j'ignore à quel document vous faites référence. En tout état de cause, d'après l'intitulé du document, il s'agit d'un document interne de l'administration qui n'a pas été remis à Monsieur ... dans le cadre des marchés publics attribués aux sociétés adjudicataires et qu'il s'est approprié et fait sortir de manière illégale de l'administration.

Quant à la durée totale des différents contrats, je voudrais rappeler qu'il y a bien eu quelques interruptions. Pour le reste, les contrats se basent sur un volume de prestations et non pas sur une période précise de prestations.

En ce qui concerne l'obligation d'exclusivité, il y a lieu de rappeler que dans les faits, Monsieur ..., en parallèle aux différents marchés publics, s'occupait du développement commercial de la société ... dont il est l'associé-gérant et gérait également, pour le compte du groupe ..., toute une série de projets commandés par différentes institutions communautaires.

Par conséquent, j'estime qu'il n'existe pas de relation de travail entre l'Etat et votre mandant, de sorte que je ne suis pas en mesure de faire droit à votre demande.

Enfin, et à toutes fins utiles, je vous prie de noter que votre mandant dispose d'un recours contre la présente décision à exercer par ministère d'avocat à la Cour dans un délai de trois mois devant le Tribunal administratif.

Je vous informe en outre que conformément à l'article 10, alinéa 2 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, je viens d'adresser également la présente décision à votre mandant. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 10 juillet 2014, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision précitée du ministre du 11 avril 2014.

Par jugement du 14 octobre 2015, le tribunal déclara le recours principal en réformation recevable, mais non fondé tout en disant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation de Monsieur ..., en le déboutant de sa demande en allocation

d'une indemnité de procédure, de même que de sa demande en obtention de l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel et en le condamnant aux frais de l'instance.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 25 novembre 2015, Monsieur ... a fait régulièrement entreprendre le jugement précité du 14 octobre 2015 dont il sollicite la réformation dans le sens de voir réformer la décision litigieuse du ministre du 11 avril 2014 et de voir dire que l'engagement de l'appelant auprès de l'Etat est celui d'un employé de l'Etat de la carrière S à tâche complète et à durée indéterminée à partir du 1^{er} mars 2002 et que cet engagement n'est pas résiliable sauf, le cas échéant, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, ainsi que de voir renvoyer le dossier en prosécution de cause devant le ministre sinon de voir annuler subsidiairement ladite décision pour violation de la loi, détournement sinon excès de pouvoir, sinon violation des formes destinées à protéger les intérêts privés.

L'appelant demande encore acte de son offre de preuve par voie de témoins portant sur les éléments plus amplement développés au dispositif de sa requête d'appel.

L'Etat sollicite en substance la confirmation du jugement dont appel.

A l'audience des plaidoiries, le mandataire de l'appelant, sur question spéciale de la Cour concernant la situation actuelle de son mandant, révéla que celui-ci avait récemment pu revêtir le statut de l'employé de l'Etat au sein d'une autre administration, suite à sa demande réitérée afférente.

A la demande de la Cour, ledit mandataire déclara verser en cours de délibéré et dans les meilleurs délais les documents afférents.

Le représentant étatique, déclarant avoir ignoré jusque lors l'existence de pareil engagement, au vu de l'absence afférente de pièce dans son dossier, entendit de son côté verser les pièces nécessaires à faire l'entière lumière sur la situation actuelle de l'appelant.

Il se rapporta plus tard aux pièces versées en délibéré par l'appelant.

En matière de contestation concernant l'existence même de la qualité d'employé de l'Etat dans le chef d'un demandeur afférent, la juridiction administrative est appelée à statuer dans le cadre d'un recours en réformation, tel que les premiers juges l'ont correctement retenu. C'est dire que le juge administratif est appelé à se placer au jour de sa propre décision pour analyser les éléments de fait et de droit pertinents.

En l'occurrence, il se dégage des pièces versées au dossier, suite à l'audience des plaidoiries, que suivant contrat de travail à durée indéterminée du 24 mars 2015, Monsieur ... a été engagé en tant qu'employé de l'Etat de la carrière S, carrière supérieure scientifique, affecté à l'administration des Contributions directes avec effet à partir du 1^{er} avril 2015.

Il est patent que l'appelant, après avoir étalé ses prétentions dans une requête d'appel s'étendant sur plus d'une cinquantaine de pages, a toutefois soigneusement omis à la fois d'indiquer sa profession en tête de requête de même que de préciser sa situation professionnelle actuelle, ce d'autant plus que pour une large partie l'objet du recours se trouve anéanti à partir du moment où l'intéressé a effectivement rejoint l'administration publique en

tant qu'employé de l'Etat, cette revendication ayant constitué le point premier et essentiel de sa démarche.

Sans que la Cour ne soit amenée à tirer une conséquence négative de principe du silence de la partie appelante sur sa situation actuelle, alors que par ailleurs, vu le caractère détaillé des explications fournies pour le surplus, il ne saurait être sous-tendu valablement que l'appelant ait pu ignorer l'incidence de ces informations manquantes dans le contexte d'un recours en réformation, la conclusion première à tirer par la Cour est celle que la demande initiale en obtention du statut d'employé de l'Etat est actuellement devenue sans objet en tant que telle au moment où la Cour est amenée à rendre son arrêt.

Dès lors, la demande de Monsieur ... ne revêt plus un objet que pour une période passée en ce qu'il avait initialement sollicité la reconnaissance du statut d'employé d'Etat à partir de son premier contrat de prestation de services pour compte de l'Etat, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 2002 jusqu'à la date du 1^{er} avril 2015 où il a effectivement rejoint la fonction publique en qualité d'employé de l'Etat.

Si la Cour n'entend pas tirer de conséquence négative de principe d'une déficience de loyauté dans la démarche de l'appelant ci-avant constatée, force lui est cependant de retenir qu'à défaut pour l'appelant, vu sa stratégie déployée, d'indiquer, ne fût-ce que sommairement, à quel niveau il a été tenu compte notamment de la computation en termes de rémunération voire d'ancienneté de la période passée dans le secteur privé et de son classement, compte tenu des prestations par lui antérieurement fournies, plus particulièrement pour compte de la partie publique, il n'appartient pas à la Cour d'y avoir égard autrement, sauf à considérer de manière globale la question première et essentielle posée de la vérification sollicitée par l'appelant de l'existence d'un statut d'employé de l'Etat dans son chef antérieurement à son engagement effectif en tant qu'employé de l'Etat au vu des éléments de fait et indices par lui mis en avant à travers sa requête d'appel.

Il est constant en cause qu'en fait Monsieur ... a, depuis 2002, à l'exception de certaines discontinuités, assisté l'administration publique étatique, soit au niveau du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, soit au niveau du service eLuxembourg (SeL), sans que toutefois la relation d'assistance ne se fût à aucun moment directement nouée entre l'appelant et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, la relation d'assistance de Monsieur ... par rapport à l'administration publique relevait à chaque fois d'un lien contractuel noué, suivant différentes variantes relevant notamment de la législation sur les marchés publics, entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et successivement différentes sociétés de droit privé, à savoir les sociétés ... et ..., relation dans le cadre de laquelle la mise à disposition de l'appelant en vue de missions d'assistance à l'administration publique a été à chaque fois réglée contractuellement.

Sur base des éléments de fait actuellement acquis au dossier, il est retraçable que ces relations contractuelles perdurant et la mise à disposition de Monsieur ... s'étendant dans le temps, celui-ci adopta en quelque sorte le rythme de fonctionnement des administrations auxquelles il fut affecté en vue d'assurer sa mission d'assistance dans le cadre de la mise en place notamment des structures d'eLuxembourg, plus particulièrement en termes de temps de travail, d'organisation du travail, d'absences et de congés, bref de coordination et d'organisation du travail au sein de l'administration par rapport à laquelle il fut appelé à

apporter son assistance dans le cadre contractuel tracé entre son employeur, successivement les sociétés ... et ..., et l'Etat.

A la fois le dessein de l'appelant d'entrer dans la fonction publique en tant qu'employé de l'Etat que l'aveu de celui-ci fourni *in tempore non suspecto* de ne pas en faire partie sous cette qualité résultant de sa candidature pour un poste d'employé de l'Etat en date du 26 août 2012 sont vérifiés et constants en cause.

Si à cet escient l'appelant fait valoir que l'administration lui aurait fait comprendre que les tâches d'administrateur métier central par lui assurées auraient en réalité dû être occupées par du personnel interne à l'administration et que si lui-même postulait pour un tel poste interne, il aurait de fortes chances d'être sélectionné, tous ces éléments, aussi retraçables soient-ils en fait si on les considère à partir du point de vue subjectif de l'appelant, ne sont cependant point de nature à entraîner, en droit, qu'en quelque sorte par osmose ou par accoutumance voire prescription acquisitive, du fait des tâches effectivement prestées sur le terrain au sein de l'administration, l'appelant aurait été appelé sinon la promesse ferme aurait pu valablement lui être faite de revêtir les mêmes tâches sous la qualité d'employé de l'Etat.

En effet, au vœu de la législation applicable tant à l'époque de la prise de la décision ministérielle négative qu'actuellement, l'entrée dans la fonction publique sous un poste d'employé de l'Etat ne saurait se faire simplement par conversion à partir d'une situation telle celle sous analyse au niveau de laquelle la mise à disposition de services d'un salarié privé sous l'aspect de l'assistance à l'administration publique a été prévue pour compte d'un employeur lié contractuellement à l'Etat. Dans cette optique, ce même salarié n'a pas pu être valablement converti en employé de l'Etat en vue de continuer en quelque sorte à assurer les mêmes tâches sans que de manière ferme et effective un engagement afférent n'ait été prévu de la part de la ou des autorités compétentes au niveau étatique d'un commun accord avec le candidat à l'emploi public.

Or, précisément un tel engagement fait défaut en l'occurrence et les circonstances de fait ayant accompagné l'assistance à l'administration effectuée, même durant de longues années et au-delà des éléments de discontinuité, par l'appelant en tant que salarié des sociétés co-contractantes respectives de l'Etat ne permettent pas de voir induire un engagement en tant qu'employé de l'Etat en quelque sorte par équivalence ou par osmose.

Sur cette toile de fond il y a lieu de déclarer non pertinentes et non concluantes les diverses offres de preuve par témoins formulées en instance d'appel par l'appelant.

Même s'il devait s'avérer que certaines promesses, comprises comme telles à partir du point de vue de l'appelant, avaient été émises effectivement par des membres de la fonction publique, tel qu'affirmé au niveau du libellé des offres de preuve en question, pareilles promesses, pour ne pas émaner des autorités le cas échéant compétentes, à savoir respectivement le ministre de la Fonction publique ou le ministre du ressort, ne sauraient être de nature à engager l'Etat. Tout au plus, sous l'aspect de droits civils, une question afférente serait-elle – à condition qu'elle puisse effectivement se poser – de nature à se résoudre en termes de dommages et intérêts, question échappant, *ratione materiae*, à la compétence des juridictions de l'ordre administratif en vertu des dispositions combinées des articles 84, 85 et 95bis de la Constitution.

A partir de l'ensemble des éléments fournis au dossier en instance d'appel, la Cour est amenée à adopter entièrement les motifs des premiers juges qui répondent entièrement et globalement à l'argumentaire de l'appelant également présenté en instance d'appel, ensemble les considérations qui précèdent. En effet, tel que les premiers juges l'ont souligné à très juste titre, le lien de subordination nécessaire à ce qu'une relation de travail se soit nouée entre l'Etat et l'appelant fait tout simplement défaut et ne saurait en aucune manière être induit ni par les éléments d'ores et déjà constants en cause, ni encore par ceux offerts en preuve, tel que ci-avant relevé. Pour le surplus, tel qu'également relevé déjà ci-avant, l'accord des deux volontés, celui de l'Etat et celui de l'appelant, valablement dégagé au niveau étatique à partir d'une autorité compétente concernant respectivement les conditions de travail et la rémunération en tant que contrepartie de la prestation de travail de l'appelant fait tout simplement défaut en l'espèce et ne saurait être induit ni suppléé à travers les éléments invoqués par l'appelant.

Enfin, un prêt illicite de main d'œuvre ne s'envisage pas valablement, tel que les premiers juges l'ont valablement souligné, dans la mesure où il vient d'être dégagé ci-avant, par confirmation du jugement dont appel, que l'Etat n'a pas eu l'autorité administrative, hiérarchique ou disciplinaire sur Monsieur

C'est dès lors à bon escient que les premiers juges ont déclaré le recours de Monsieur ... non fondé et que la Cour est amenée à en décider de même de l'appel par lui interjeté contre le jugement *a quo*.

La partie appelante demande encore en instance d'appel de voir enjoindre à l'Etat de verser en cause l'intégralité des dossiers des personnes par elle mentionnées au dispositif de sa requête d'appel, ce y compris les contrats successifs en exécution desquels ces personnes travaillaient directement ou indirectement pour le compte de l'Etat, les conditions de rémunération, les documents concernant la régularisation de ces personnes et relatifs à leur statut, classement et rémunération actuelle « *etc.* » de même que de voir enjoindre à l'Etat de préciser la nationalité des personnes en question au moment de la régularisation de leur situation c'est-à-dire de la reconnaissance du statut d'employé de l'Etat dans leur chef, de même enfin de voir enjoindre à l'Etat de verser en cause les informations et statistiques concernant le nombre des régularisations intervenues au service eLuxembourg depuis l'année 2006, ainsi que la nationalité des personnes régularisées.

Cette demande de l'appelant est sans caractère concluant ni pertinent.

En effet, dans le présent litige, il convient de situer et d'évaluer la position personnelle de l'appelant ensemble ses prétentions et sa demande de reconnaissance du statut d'employé de l'Etat à partir des éléments par lui fournis en cause. La conclusion ci-avant dégagée suivant laquelle les éléments de fait et de droit ne permettent en aucune manière d'accorder le statut d'employé de l'Etat à l'appelant ne saurait se trouver conditionnée par des situations décrites comme parallèles, telles qu'invoquées par l'appelant, alors que celui-ci ne saurait y puiser une justification de sa demande ni surtout, si par impossible des engagements contraires à la loi s'étaient effectivement produits, tirer un avantage légal d'une illégalité éventuellement constatée.

Partant, il convient de débouter l'appelant de l'ensemble de ses demandes d'injonction formulées.

En instance d'appel, l'appelant sollicite l'allocation d'une indemnité de procédure de 3.000,- € pour la première instance et de 4.000,- € pour l'instance d'appel.

Eu égard à l'issue du litige il y a lieu de confirmer également le premier jugement en ce qu'il a débouté Monsieur ... de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure pour la première instance. Toujours au regard de l'issue du litige, sa demande en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel est également à écarter.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, le dit non justifié ;

confirme le jugement dont appel ;

écarte la demande de l'appelant en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel ;

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

WILTZIUS

DELAPORTE